

Manager des risques industriels (MS)

RNCP37809 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Code(s) NSF	344r
Formacode(s)	42884
Code(s) ROME	H1302
Type d'enregistrement	Enregistrement sur demande
Date d'enregistrement	19/07/2023
Date d'échéance	19/07/2028

Certificateur(s)

CESI · SIRET : 77572257201109

<http://www.cesi.fr>

Partenaires habilités

10 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 10 à former et organiser l'évaluation.

Organisme	SIRET	Habilitation
C E SI	77572257200366	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257200820	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257200846	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257200911	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257201059	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257201133	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257201174	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257201190	Former et organiser l'évaluation
C E SI	77572257201208	Former et organiser l'évaluation
CESI TECHNOLOGIES EDUCATIVES	77572257200051	Former et organiser l'évaluation

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le Manager des Risques Industriels définit, adapte et fait évoluer la politique Santé Sécurité Environnement de son entreprise en fonction de la stratégie générale et des enjeux internes et externes. Il est garant de la conformité réglementaire de l'entreprise. Il propose les plans d'action et les moyens à mettre en œuvre pour la maîtrise des risques.

La constante évolution des réglementations et l'intégration de la gestion des risques stratégiques au cœur des systèmes normatifs requièrent de plus en plus des spécialistes de haut niveau dans ces domaines.

Les derniers évènements médiatisés, tels que les explosions d'une usine de fabrication d'huile à Dieppe ou d'un silo à grain à Strasbourg (2018), la pandémie COVID-19 avec l'ensemble des mesures de préventions/protections mises en

œuvre au sein des entreprises pour la préservation de la santé des salariés, l'incendie de l'usine Lubrizol (2019), l'explosion d'un stock de nitrate d'ammonium dans un entrepôt portuaire à Beyrouth (2020), l'explosion d'une usine de traitement de déchets à Leverkusen (Allemagne) (2021), mettent en évidence le rôle central du Manager des Risques Industriels dans la prévention des risques et dans la gestion de crise.

ACTIVITÉS VISÉES

Management des projets de l'entreprise, avec les ressources humaines et matérielles, pour les conduire vers la réussite

Animation et management des équipes inclusives pour les accompagner dans le changement, management hiérarchique ou transversal avec d'autres services

Intégration de la stratégie de l'entreprise et des aspects financiers dans son activité

Mise en œuvre d'une veille réglementaire et exploitation de celle-ci au regard de l'activité et des risques qualité, environnement et SST de l'entreprise

Analyse des risques encourus par les travailleurs et par l'entreprise et déploiement des moyens de prévention

Etude de l'accidentologie, relation avec les parties prenantes et identification des évolutions nécessaires

Constitution et contrôle des différents dossiers environnementaux obligatoires pour l'entreprise (dossier ICPE, plan de solvants, biodiversité...)

Construction de la cartographie des processus en cohérence avec la stratégie de l'entreprise et les référentiels ciblés

Interprétation des exigences normatives et élaboration/définition de l'organisation nécessaire à la performance grâce au système de management

Pilotage et contrôle des audits internes et externes (audit clients/fournisseurs)

Catégorisation des dangers SSE rencontrés dans les entreprises, organisation des moyens de prévention pour la maîtrise des risques industriels

Gestion des situations d'urgence et des crises

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Identifier les besoins de projets SSE par l'analyse des évolutions nécessaires pour l'entreprise, pour rédiger le plan management de projet adapté

Décomposer le projet avec les outils adaptés pour couvrir le besoin et établir la planification pour déterminer un prévisionnel

Identifier les collaborateurs qui seront affectés au projet afin de leur confier des missions adaptées à leurs compétences

Analyser les risques du projet grâce à des matrices de risques et identifier les actions préventives pour prévoir tout aléa sur le projet

Suivre l'avancement du projet avec les équipes et analyser les écarts pour proposer des correctifs

Clôturer le projet et réaliser le retour d'expérience pour une utilisation ultérieure

Analyser l'organisation de l'entreprise et ses modes de management pour positionner son activité et son fonctionnement avec les équipes

Organiser et animer des groupes de travail inclusifs pour les conduire vers la performance, en prenant en compte les besoins spécifiques des collaborateurs en situation de handicap

Accompagner les équipes dans les transitions, qu'elles soient techniques ou organisationnelles pour qu'elles prennent en charge les changements

Définir des objectifs et un plan opérationnel SSE en se basant sur l'analyse du fonctionnement stratégique et décisionnaire de l'entreprise afin de proposer une déclinaison de la stratégie SSE et les leviers associés en lien avec la stratégie générale

Piloter son activité en s'appuyant sur des outils d'aide à la décision utilisés en gestion financière afin d'anticiper les écarts et prioriser les actions à mettre en œuvre

Elaborer et suivre les budgets SSE pour assurer la viabilité du projet

Réaliser le suivi complet de l'activité au moyen de la conception d'un tableau de bord SSE reposant sur des indicateurs pertinents pour prendre les décisions adaptées et les faire valider le cas échéant par la direction

Présenter le reporting de l'activité SSE au comité de direction

en s'appuyant sur la consolidation des données dans le tableau de bord SSE afin de faire valider les orientations proposées.

Mettre en place une veille réglementaire (qualité, SST et Environnement) pour permettre d'identifier au plus tôt les législations applicables à l'entreprise (droit de la consommation, obligations de l'entreprise vis-à-vis de ses clients et

fournisseurs, qualité produit/réglementation produits/services)

Analyser la conformité réglementaire de l'entreprise pour détecter les écarts et proposer les plans d'action requis (installation de nouvelles mesures de protection, mise à jour de dossiers, ...)

Construire la méthodologie d'évaluation des risques professionnels et la déployer, inventorier les risques, qu'ils soient techniques, technologiques ou organisationnels pour permettre l'élaboration du document unique et sa mise à jour régulière

Identifier et répertorier les risques opérationnels à l'aide de méthodologies et d'outils (ex AMDEC (Analyse des Modes de Défaillance, de leurs Effets et de leur Criticité), APR (Analyse Préliminaire des Risques), HAZOP (HAZARD OPERABILITY), HAZID (HAZARD IDENTIFICATION)) afin de proposer les moyens de prévention adaptés inclus dans le document unique.

Analyser les accidents avec les méthodologies adéquates (arbre des causes par exemple) pour en tirer les enseignements nécessaires et élaborer les plans d'actions en conséquence afin que ceux-ci ne réapparaissent plus et tendre vers le zéro accident

Elaborer un rapport d'enquête établissant les circonstances et les causes pour échanger avec les autorités compétentes (CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail), inspection du travail) en cas d'accident grave

Chiffrer les investissements de mise en conformité ou de protection nécessaires pour les présenter à la direction en les argumentant

Calculer le régime de classement des installations pour établir le(s) dossier(s) ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) obligatoire(s) pour l'entreprise (déclaration, enregistrement ou autorisation)

Evaluer l'impact environnemental des activités de l'entreprise après avoir identifié en amont les conséquences de celles-ci sur l'environnement afin de convaincre la direction de prendre des mesures pour diminuer ces risques et si nécessaire échanger avec les acteurs externes tels que la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)

Adapter et faire évoluer la politique SSE en fonction du contexte et des risques stratégiques pour être en cohérence avec la stratégie de l'entreprise

Construire avec la direction une

cartographie des processus permettant un pilotage/management de la performance SSE cohérente avec la stratégie

Déployer la gestion des risques (stratégiques et opérationnels) au sein des processus et du système de management SSE, en réponse aux exigences normatives (depuis les versions 2015), pour intégrer une approche préventive dans le système de management

Mettre en œuvre les normes SSE (ISO 14001 pour l'environnement et ISO 45001 pour la sécurité notamment) ou sectorielles (exemple EN 60079-10-1, norme pour l'évaluation du risque ATEX dans les ambiances gaz) pour proposer les réponses pertinentes face aux exigences de chacune de ces normes et ainsi conduire l'entreprise vers la/les certifications.

Bâtir un système et une organisation performants pour répondre de façon efficiente aux exigences des normes choisies pour l'entreprise

Préparer annuellement les plans d'audit afin de couvrir les besoins en audit internes et externes au regard des exigences normatives

Pratiquer l'audit terrain selon la norme ISO 19011 afin de mesurer la performance, percevoir les écarts et s'assurer de la maîtrise des risques

Identifier les dangers particuliers liés aux ambiances physiques rencontrées dans les entreprises et construire des plans d'action pour prévenir les risques SST

Organiser et adapter les moyens de prévention et de protection liés aux dangers physiques pour répondre aux obligations

de l'employeur

Identifier les dangers particuliers liés aux incendies et atmosphères explosives gaz et poussières, et optimiser les moyens de protection à disposition de l'entreprise pour maîtriser le risque incendie et ATEX.

Identifier les dangers particuliers liés à l'utilisation des produits chimiques dangereux pour définir les moyens de protection et de prévention liés aux dangers et adapter l'organisation de l'entreprise

Evaluer et gérer les risques liés au transport de marchandises dangereuses pour garantir la conformité réglementaire (réglementation ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) par exemple)

Prendre en compte de façon homogène et systématique les risques environnementaux liés au vieillissement des installations industrielles pour garantir la pérennité de celles-ci.

Anticiper et gérer une situation d'urgence à l'aide d'un dispositif de maîtrise des risques afin de préparer l'entreprise à toute situation qui présente un risque immédiat de préjudice grave pour la santé, la vie, les biens ou l'environnement
Anticiper et gérer les crises (covid, rappels de produits...) pour éviter les risques d'image, les risques environnementaux, les risques économiques...

Définir le plan de continuité d'activité pour préparer l'entreprise et maintenir sa performance en cas de survenue de situations d'urgence, de crises...

Blocs de compétences

RNCP37809BC01 — Manager des projets au service de la stratégie SSE de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les besoins de projets SSE par l'analyse des évolutions nécessaires pour l'entreprise, pour rédiger le plan management de projet adapté

Décomposer le projet avec les outils adaptés pour couvrir le besoin et établir la planification pour déterminer un prévisionnel

Identifier les collaborateurs qui seront affectés au projet afin de leur confier des missions adaptées à leurs compétences

Analyser les risques du projet grâce à des matrices de risques et identifier les actions préventives pour prévoir tout aléa sur le projet

Suivre l'avancement du projet avec les équipes et analyser les écarts pour proposer des correctifs

Clôturer le projet et réaliser le retour d'expérience pour une utilisation ultérieure

Analyser l'organisation de l'entreprise et ses modes de management pour positionner son activité et son fonctionnement avec les équipes

Organiser et animer des groupes de travail inclusifs pour les conduire vers la performance, en prenant en compte les besoins spécifiques des collaborateurs en situation de handicap

Accompagner les équipes dans les transitions, qu'elles soient techniques ou organisationnelles pour qu'elles prennent en charge les changements

Définir des objectifs et un plan opérationnel SSE en se basant sur l'analyse du fonctionnement stratégique et décisionnaire de l'entreprise afin de proposer une déclinaison de la stratégie SSE et les leviers associés en lien avec la stratégie générale

Piloter son activité en s'appuyant sur des outils d'aide à la décision utilisés en gestion financière afin d'anticiper les écarts et prioriser les actions à mettre en œuvre

Elaborer et suivre les budgets SSE pour assurer la viabilité du projet

Réaliser le suivi complet de l'activité au moyen de la conception d'un tableau de bord SSE reposant sur des indicateurs pertinents pour prendre les décisions adaptées et les faire valider le cas échéant par la direction

Présenter le reporting de l'activité SSE au comité de direction

en s'appuyant sur la consolidation des données dans le tableau de bord SSE afin de faire valider les orientations proposées

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Projet et étude de cas réalisés en groupe

Rapport écrit individuel

RNCP37809BC02 — Analyser la conformité réglementaire de l'entreprise

LISTE DE COMPÉTENCES

Mettre en place une veille réglementaire (qualité, SST et Environnement) pour permettre d'identifier au plus tôt les législations applicables à l'entreprise (droit de la consommation, obligations de l'entreprise vis-à-vis de ses clients et fournisseurs, qualité produit/réglementation produits/services)

Analyser la conformité réglementaire de l'entreprise pour détecter les écarts et proposer les plans d'action requis (installation de nouvelles mesures de protection, mise à jour de dossiers, ...)

Construire la méthodologie d'évaluation des risques professionnels et la déployer, inventorier les risques, qu'ils soient techniques, technologiques ou organisationnels pour permettre l'élaboration du document unique et sa mise à jour régulière

Identifier et répertorier les risques opérationnels à l'aide de méthodologies et d'outils (ex AMDEC (Analyse des Modes de Défaillance, de leurs Effets et de leur Criticité), APR (Analyse Préliminaire des Risques), HAZOP (HAZARD

OPERABILITY), HAZID (HAZARD IDENTIFICATION)) afin de proposer les moyens de prévention adaptés inclus dans le document unique.

Analyser les accidents avec les méthodologies adéquates (arbre des causes par exemple) pour en tirer les enseignements nécessaires et élaborer les plans d'actions en conséquence afin que ceux-ci ne réapparaissent plus et tendre vers le zéro accident

Elaborer un rapport d'enquête établissant les circonstances et les causes pour échanger avec les autorités compétentes (CARSAT (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail), inspection du travail, inspection du travail) en cas d'accident grave

Chiffrer les investissements de mise en conformité ou de protection nécessaires pour les présenter à la direction en les argumentant

Calculer le régime de classement des installations pour établir le(s) dossier(s) ICPE (Installations Classées pour la Protection de l'Environnement) obligatoire(s) pour l'entreprise (déclaration, enregistrement ou autorisation)

Evaluer l'impact environnemental des activités de l'entreprise après avoir identifié en amont les conséquences de celles-ci sur l'environnement afin de convaincre la direction de prendre des mesures pour diminuer ces risques et si nécessaire échanger avec les acteurs externes tels que la DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Dossier écrit

Etude de cas en groupe

RNCP37809BC03 — Concevoir le système de management SSE aligné avec la stratégie de l'entreprise et en assurer la maintenance

LISTE DE COMPÉTENCES

Adapter et faire évoluer la politique SSE en fonction du contexte et des risques stratégiques pour être en cohérence avec la stratégie de l'entreprise

Construire avec la direction une

cartographie des processus permettant un pilotage/management de la performance SSE cohérente avec la stratégie

Déployer la gestion des risques (stratégiques et opérationnels) au sein des processus et du système de management SSE, en réponse aux exigences normatives (depuis les versions 2015), pour intégrer une approche préventive dans le système de management

Mettre en œuvre les normes SSE (ISO 14001 pour l'environnement et ISO 45001 pour la sécurité notamment) ou sectorielles (exemple EN 60079-10-1, norme pour l'évaluation du risque ATEX dans les ambiances gaz) pour proposer les réponses pertinentes face aux exigences de chacune de ces normes et ainsi conduire l'entreprise vers la/les certifications.

Bâtir un système et une organisation performants pour répondre de façon efficiente aux exigences des normes choisies pour l'entreprise

Préparer annuellement les plans d'audit afin de couvrir les besoins en audit internes et externes au regard des exigences normatives

Pratiquer l'audit terrain selon la norme ISO 19011 afin de mesurer la performance, percevoir les écarts et s'assurer de la maîtrise des risques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Travaux en groupe et individuels

RNCP37809BC04 — Evaluer et hiérarchiser les risques, recommander et planifier les actions de prévention

LISTE DE COMPÉTENCES

Identifier les dangers particuliers liés aux ambiances physiques rencontrées dans les entreprises et construire des plans d'action pour prévenir les risques SST

Organiser et adapter les moyens de prévention et de protection liés aux dangers physiques pour répondre aux obligations

de l'employeur

Identifier les dangers particuliers liés aux incendies et atmosphères explosives gaz et poussières, et optimiser les moyens de protection à disposition de l'entreprise pour maîtriser le risque incendie et ATEX.

Identifier les dangers particuliers liés à l'utilisation des produits chimiques dangereux pour définir les moyens de protection et de prévention liés aux dangers et adapter l'organisation de l'entreprise

Evaluer et gérer les risques liés au transport de marchandises dangereuses pour garantir la conformité réglementaire (réglementation ADR (Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route) par exemple)

Prendre en compte de façon homogène et systématique les risques environnementaux liés au vieillissement des installations industrielles pour garantir la pérennité de celles-ci.

Anticiper et gérer une situation d'urgence à l'aide d'un dispositif de maîtrise des risques afin de préparer l'entreprise à toute situation qui présente un risque immédiat de préjudice grave pour la santé, la vie, les biens ou l'environnement

Anticiper et gérer les crises (covid, rappels de produits...) pour éviter les risques d'image, les risques environnementaux, les risques économiques...

Définir le plan de continuité d'activité pour préparer l'entreprise et maintenir sa performance en cas de survenue de situations d'urgence, de crises...

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Travaux en groupe

Etude de cas individuelle

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

Le Manager des Risques Industriels peut intégrer des entreprises de secteurs et de tailles variées :

- ETI et PME/PMI, grandes entreprises, tous secteurs industriels et secteur du bâtiment,
- Cabinets conseils et bureaux d'études,
- Collectivités territoriales.

Les démarches santé-sécurité et environnement et l'intégration des systèmes ainsi que l'application des réglementations connexes s'imposent à tous les secteurs d'activité avec des obligations incontournables selon le secteur (chimie, automobile, agroalimentaire, services, ...).

Quelle que soit sa taille, de la PME au grand groupe, une entreprise a des obligations et des enjeux notamment concurrentiels, économiques et réglementaires qui la conduisent à développer et entretenir ces démarches.

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Manager des risques industriels

Ingénieur/ Responsable risques industriels

Responsable SSE, Responsable HSE

Préventeur des risques industriels

RÉGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Activité non réglementée

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 5 sur 5.
Facteurs principaux	Manque de main-d'œuvre disponible, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	2 663 €
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel · tension 5/5 (Très élevée) H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel · tension 3/5 (Modérée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	3 472

Jugés difficiles à recruter	35 %
Emplois saisonniers	12 %
Familles professionnelles (FAP)	G1X70 — Techniciens et agents de maîtrise en intervention technique en Hygiène Sécurité Environnement -HSE industriel et protection du patrimoine naturel H1X91 — Ingénieurs et cadres techniques en Hygiène Sécurité Environnement -HSE- industriels et exploitation éco-industriel

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

VAE

PRÉREQUIS À L'ENTRÉE EN FORMATION

Sont recevables les candidatures des titulaires d'un des diplômes suivants :

Diplôme d'ingénieur habilité par la Commission des Titres d'Ingénieur (liste CTI),

Diplôme d'une école de management habilitée à délivrer le grade national de Master (liste CEFDG),

Diplôme de 3ème cycle habilité par les autorités universitaires (DEA, DESS, Master...) ou diplôme professionnel de niveau BAC + 5

Diplôme de M1 ou équivalent, pour des auditeurs justifiant d'au moins trois années d'expérience professionnelle

Titre inscrit au RNCP niveau 7

Diplôme étranger équivalent aux diplômes français exigés ci-dessus

Conditions d'accès dérogatoires :

Dans la limite de 40% maximum de l'effectif de la promotion, sont recevables au titre de la Validation des Acquis Personnels et Professionnels (VAPP), les candidatures de personnes justifiant a minima de 5 années d'expérience professionnelle pour lesquelles les activités exercées ont un lien avéré avec les compétences professionnelles visées par la certification (hors stage, césure, cursus initial en alternance).

Par dérogation, pour 30% maximum du nombre d'étudiants, sont recevables les candidatures des titulaires des diplômes suivants :

- Niveau M1 validé ou équivalent sans expérience professionnelle
- Diplôme de L3 justifiant d'une expérience adaptée de 3 ans minimum

Le pourcentage total des dérogations précisées ci-dessus ne doit pas excéder 40%.

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Jury national unique composé :

du Directeur de CESI Ecole d'Ingénieurs,

de 2 membres permanents de CESI

et de 3 représentants du milieu professionnel ou désignés par les branches professionnelles

COMPOSITION DU JURY — VAE

Jury national VAE composé :

du Directeur de l'école d'ingénieurs, ·

des deux Directeurs des études, ·

au moins deux représentants issus du milieu professionnel ou désignés par les branches professionnelles, représentants des entreprises

au moins deux représentants issus du milieu professionnel ou désignés par les organisations syndicales, représentants des salariés.

En portant une attention à la représentation équilibrée hommes/femmes

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	7 841 €
--------------------------------	---------

Selon la branche

6 760 € – 8 001 €

Prise en charge	Branches concernées
7 841 €	Valeur par défaut · 189 branches
8 001 €	CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles, CPNE chimie, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial et du thermalisme, CPNE des Métiers de la Transformation des Grains
7 826 €	CPNE Entreprises des activités du déchet et de la propreté urbaine, CPNE des Télécoms, CPNEFP ICGV entreprises de la viande, CPNEFP de la métallurgie
7 909 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS), CPNEFP de la branche des industries et commerces de la récupération
7 882 €	CPNEFP du Négoce de l'ameublement
7 827 €	CPNE Travail Temporaire
7 792 €	CPNEF de la Publicité
7 741 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
7 639 €	CPNEF inter-secteurs papier carton
7 368 €	CPNE du Commerce de détail et de gros à prédominance alimentaire
7 337 €	CNPE de la Plasturgie et des Composites
6 760 €	CPNEFP de l'industrie cimentière

Base légale

Date de décision	19/07/2023
Durée de l'enregistrement	5 ans
Date d'échéance de l'enregistrement	19/07/2028
Date de dernière délivrance possible	19/07/2032

Statistiques

Année	Certifiés	Dont VAE	Insertion 6 mois	Métier 2 ans
2020	90	0	81 %	85 %
2019	79	1	83 %	89 %

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP16643

CORRESPONDANCES (PAR BLOCS)

RNCP37084

Pour plus d'informations

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/37809/>

Où se former

Formations référencées	9
Organismes	9
Régions couvertes	8
Prix indicatif	14 500 €
Durée	420 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	8
Organismes gestionnaires (CFA)	6
Organismes formateurs	8
Régions couvertes	8
Départements couverts	8
Organismes certifiés Qualiopi	8
Sessions	de 10/2025 à 10/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	7
Parcours menés à terme	3
Taux d'achèvement	43 %
Période	09/2024 – 05/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	7
Montant total engagé	28 977 €
Coût moyen par dossier	4 140 €
Durée moyenne	177 h
Période	02/2024 – 04/2026
France compétences	73 %
Entreprise	25 %
Reste à charge titulaire	2 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.